

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA DEFENSE

F. 2009 — 1816

[C — 2009/07106]

26 AVRIL 2009. — Loi modifiant diverses lois relatives au statut des militaires (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modification de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée*

Art. 2. A l'article 7 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, 3°, remplacé par la loi du 22 mars 2001 et modifié par la loi du 16 juillet 2005, les mots « *b*) Institut royal supérieur de défense; » sont abrogés;

2° le paragraphe 4, inséré par la loi du 28 décembre 1990, est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Les officiers qui ont suivi le cours supérieur d'état-major ou le cursus supérieur d'état-major ou le cours supérieur d'administrateur militaire ou le cursus supérieur d'administrateur militaire dans l'autre langue nationale et qui ont obtenu le brevet supérieur d'état-major ou le brevet supérieur d'administrateur militaire peuvent invoquer le bénéfice du § 1^{er}, 3°. »

Art. 3. Dans le texte français de l'article 7^{ter}, alinéa 3, de la même loi, inséré par la loi du 30 juillet 1955 et modifié par la loi du 28 décembre 1990, le mot « candidat » est remplacé par le mot « candidats ».

Art. 4. Dans la même loi, il est inséré un chapitre II^{ter} intitulé « Chapitre II^{ter}. Dispositions particulières ».

Art. 5. Dans le chapitre II^{ter} inséré par l'article 4, il est inséré un article 9^{ter} rédigé comme suit :

« Art. 9^{ter}. Le Roi peut fixer les niveaux de connaissance d'une langue, autre que le français ou le néerlandais, que le postulant ou le militaire doit posséder, respectivement en vue de son recrutement ou pendant sa carrière, ainsi que les modalités d'acquisition de cette connaissance linguistique. »

Art. 6. Dans l'article 11 de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 1990 et modifié par les lois des 27 mars 2003 et 16 juillet 2005, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Pour pouvoir enseigner un cours ou une partie de cours en anglais, le membre du personnel enseignant doit en outre obtenir au préalable au moins cinquante pour cent des points à un test d'anglais organisé par un organisme reconnu par le directeur général de la formation. La compétence linguistique, qui doit atteindre au moins le niveau 3333 des exigences en matière de compétence linguistique visée au « standardization agreement (STANAG) 6001 » de l'OTAN, est fixée en annexe à la présente loi. »

Art. 7. Dans l'article 12 de la même loi, modifié par la loi du 2 août 2002, les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2009 — 1816

[C — 2009/07106]

26 APRIL 2009. — Wet tot wijziging van diverse wetten betreffende het statuut van de militairen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger*

Art. 2. In artikel 7 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 3°, vervangen bij de wet van 22 maart 2001 en gewijzigd bij de wet van 16 juli 2005, worden de woorden « *b*) Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie; » opgeheven;

2° paragraaf 4, ingevoegd bij de wet van 28 december 1990, wordt vervangen als volgt :

« § 4. De officieren die de hogere stafcursus of de hogere stafopleiding of de hogere cursus voor militair administrateur of de hogere opleiding voor militair administrateur in de andere landstaal hebben gevolgd en het hoger stafbrevet of het hogere brevet van militair administrateur hebben behaald, kunnen het voordeel van § 1, 3°, inroepen. »

Art. 3. In de Franse tekst van artikel 7^{ter}, derde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 30 juli 1955 en gewijzigd bij de wet van 28 december 1990, wordt het woord « candidat » vervangen door het woord « candidats ».

Art. 4. In dezelfde wet wordt een hoofdstuk II^{ter} ingevoegd, luidende « Hoofdstuk II^{ter}. Bijzondere bepalingen ».

Art. 5. In hoofdstuk II^{ter}, ingevoegd bij artikel 4, wordt een artikel 9^{ter} ingevoegd, luidende :

« Art. 9^{ter}. De Koning kan de niveaus van kennis bepalen van een taal, die niet het Nederlands of het Frans is, die de sollicitant of de militair moet bezitten, respectievelijk met het oog op zijn werving of tijdens zijn loopbaan, alsmede de nadere regels om deze taalkennis te verwerven. »

Art. 6. In artikel 11 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 28 december 1990 en gewijzigd bij de wetten van 27 maart 2003 en 16 juli 2005, wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende :

« Om een cursus of een gedeelte van een cursus in het Engels te mogen onderwijzen, dient het lid van het onderwijzend personeel bovendien voorafgaandelijk ten minste vijftig procent te behalen op een test Engels die door een organisme erkend door de directeur-generaal vorming georganiseerd wordt. De taalcompetentie, die minstens het niveau 3333 moet bereiken van de eisen inzake taalcompetentie bedoeld in de « standardization agreement (STANAG) 6001 » van de NAVO, wordt bepaald in bijlage bij deze wet. »

Art. 7. In artikel 12 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 2002, worden het tweede en het derde lid opgeheven.

Art. 8. L'article 16 de la même loi, abrogé par la loi du 16 juillet 2005, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 16. Sans préjudice de l'application des dispositions des articles 12, 13 et 15, des matières qui nécessitent la connaissance ou l'usage de l'anglais par leur nature ou par leur usage professionnel au sein des Forces armées peuvent être enseignées aux militaires dans cette langue. Les interrogations et examens peuvent se passer dans cette langue. Cette disposition est également applicable aux établissements d'enseignement et d'instruction militaires multinationaux.

Le Ministre de la Défense fixe les matières visées à l'alinéa premier.

Si tout ou partie d'une formation est suivi dans un établissement militaire étranger autre que ceux visés à l'alinéa premier ou dans un établissement civil, en Belgique ou à l'étranger, il est tenu compte, pour tout ou cette partie, du régime de cet établissement quant à l'usage des langues. »

Art. 9. L'article 31, § 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 13 novembre 1974, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Toutefois, pour pouvoir interroger des candidats en anglais, l'examineur doit obtenir au préalable au moins cinquante pour cent des points à un test d'anglais organisé par un organisme reconnu par le directeur général de la formation. La compétence linguistique doit atteindre le niveau visé à l'article 11, alinéa 3. »

Art. 10. Dans la même loi, il est inséré une annexe qui est jointe en annexe A à la présente loi.

CHAPITRE 3. — *Modification de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs*

Art. 11. L'article 5bis de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, remplacé par la loi du 16 mars 2000, est abrogé.

Art. 12. L'article 9, § 2, de la même loi, remplacé par la loi du 16 mars 2000, est remplacé par ce qui suit :

« § 2. A tout moment, l'officier auxiliaire peut demander par écrit la résiliation de son engagement. Cette résiliation n'a d'effet que lorsqu'elle est acceptée par le Roi ou l'autorité qu'Il détermine.

La résiliation d'engagement prend effet, selon le cas :

1° au plus tard trois mois après la date d'introduction de la demande;

2° si l'intérêt du service l'exige afin de préserver les capacités opérationnelles des Forces armées, à la date fixée par le Roi ou l'autorité qu'Il détermine, mais au plus tard neuf mois après la date d'introduction de la demande. »

CHAPITRE 4. — *Modification de la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des Forces armées*

Art. 13. L'article 21, § 1^{er}, de la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des Forces armées, remplacé par la loi du 16 mars 2000, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. A tout moment, l'officier peut demander par écrit sa démission. Cette démission n'a d'effet que lorsqu'elle est acceptée par le Roi ou l'autorité qu'Il détermine.

La démission prend effet, selon le cas :

1° au plus tard trois mois après la date d'introduction de la demande;

2° si l'intérêt du service l'exige afin de préserver les capacités opérationnelles des Forces armées, à la date fixée par le Roi ou l'autorité qu'Il détermine, mais au plus tard neuf mois après la date d'introduction de la demande. »

Art. 8. Artikel 16 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 16 juli 2005, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 16. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van de artikelen 12, 13 en 15, kunnen binnen de Krijgsmacht materies die wegens hun aard of wegens het professionele gebruik de kennis of het gebruik van het Engels noodzakelijk maken, aan de militairen in deze taal onderwezen worden. De overhoringen en examens kunnen in deze taal gebeuren. Deze bepaling is eveneens van toepassing op de militaire multinationale onderwijs- of opleidingsinrichtingen.

De Minister van Landsverdediging stelt de materies bedoeld in het eerste lid vast.

Indien het geheel of een gedeelte van een vorming in een vreemde militaire instelling, andere dan deze bedoeld in het eerste lid, of in een burgerinstelling, in België of in het buitenland, gevolgd wordt, wordt voor het geheel of voor dit gedeelte rekening gehouden met het regime van deze instelling voor wat betreft het gebruik der talen. »

Art. 9. Artikel 31, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 november 1974, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Om kandidaten in het Engels te mogen ondervragen, dient de examinator evenwel voorafgaandelijk ten minste vijftig procent te behalen op een test Engels die door een organisme erkend door de directeur-generaal vorming georganiseerd wordt. De taalcompetentie moet het in artikel 11, derde lid, bepaalde niveau bereiken. »

Art. 10. In dezelfde wet wordt een bijlage ingevoegd die als bijlage A is gevoegd bij deze wet.

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van de wet van 3 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren*

Art. 11. Artikel 5bis van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, vervangen bij de wet van 16 maart 2000, wordt opgeheven.

Art. 12. Artikel 9, § 2, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 16 maart 2000, wordt vervangen als volgt :

« § 2. De hulpofficier kan op elk ogenblik schriftelijk de verbreking van zijn dienstverbintenis aanvragen. Deze verbreking heeft pas uitwerking wanneer de Koning of de overheid die Hij aanduidt, het heeft aanvaard.

De verbreking van de dienstverbintenis heeft uitwerking, naargelang het geval :

1° ten laatste drie maanden na de datum van indienen van de aanvraag;

2° indien het dienstbelang het vereist teneinde de operationele capaciteiten van de Krijgsmacht te vrijwaren, op de datum bepaald door de Koning of de overheid die Hij aanduidt, maar ten laatste negen maanden na de datum van indienen van de aanvraag. »

HOOFDSTUK 4. — *Wijziging van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroepsofficieren van de Krijgsmacht*

Art. 13. Artikel 21, § 1, van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroepsofficieren van de Krijgsmacht, vervangen bij de wet van 16 maart 2000, wordt vervangen als volgt :

« § 1. De officier kan op elk ogenblik schriftelijk zijn ontslag aanvragen. Dit ontslag heeft pas uitwerking wanneer de Koning of de overheid die Hij aanduidt, het heeft aanvaard.

Het ontslag heeft uitwerking, naargelang het geval :

1° ten laatste drie maanden na de datum van indienen van de aanvraag;

2° indien het dienstbelang het vereist teneinde de operationele capaciteiten van de Krijgsmacht te vrijwaren, op de datum bepaald door de Koning of de overheid die Hij aanduidt, maar ten laatste negen maanden na de datum van indienen van de aanvraag. »

CHAPITRE 5. — *Modification de la loi du 27 décembre 1961 relative au statut des sous-officiers du cadre actif des Forces armées*

Art. 14. L'article 23, § 1^{er}, de la loi du 27 décembre 1961 relative au statut des sous-officiers du cadre actif des Forces armées, remplacé par la loi du 16 mars 2000, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. A tout moment, le sous-officier peut demander par écrit sa démission. Cette démission n'a d'effet que lorsqu'elle est acceptée par le Roi ou l'autorité qu'Il détermine.

La démission prend effet, selon le cas :

1° au plus tard trois mois après la date d'introduction de la demande;

2° si l'intérêt du service l'exige afin de préserver les capacités opérationnelles des Forces armées, à la date fixée par le Roi ou l'autorité qu'Il détermine, mais au plus tard six mois après la date d'introduction de la demande. »

CHAPITRE 6. — *Modification de la loi du 12 juillet 1973 relative au statut des volontaires du cadre actif des Forces armées*

Art. 15. L'article 17, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 relative au statut des volontaires du cadre actif des Forces armées, remplacé par la loi du 16 mars 2000, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. À tout moment, le volontaire peut demander par écrit sa démission. Cette démission n'a d'effet que lorsqu'elle est acceptée par le Roi ou l'autorité qu'Il détermine.

La démission prend effet au plus tard trois mois après la date d'introduction de la demande. »

CHAPITRE 7. — *Modification de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des Forces armées*

Art. 16. Dans l'article 21, § 1^{er}, de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des Forces armées, les mots « ou aux dispositions visées aux articles 171 à 176 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des Forces armées » sont insérés entre les mots « aux dispositions du titre I^{er} » et les mots « constitue une transgression disciplinaire ».

CHAPITRE 8. — *Modification de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire*

Art. 17. Dans l'article 7, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire, remplacé par la loi du 1^{er} mai 2006, les mots « au sous-chef d'état-major bien-être » sont remplacés par les mots « à l'autorité désignée comme conseiller en matière de bien-être au travail au sein du ministère de la Défense ».

CHAPITRE 9. — *Modification de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif*

Art. 18. L'article 2 de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif, modifié par les lois des 20 mai 1994 et 27 mars 2003, est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

« Le candidat officier auxiliaire pilote qui a échoué définitivement ou qui est radié d'une catégorie du personnel navigant et le candidat officier auxiliaire contrôleur de trafic aérien qui a échoué définitivement peut, à sa demande, en fonction des besoins d'encadrement des Forces armées et sur décision du directeur général human resources, obtenir l'autorisation de suivre une nouvelle formation en qualité de candidat sous-officier de carrière. L'autorité prend sa décision sur base :

- 1° des parties de formation déjà suivies;
- 2° de l'aptitude médicale du candidat;
- 3° de l'habilitation de sécurité exigée.

La commission au grade du candidat officier auxiliaire pilote ou du candidat officier auxiliaire contrôleur de trafic aérien qui a obtenu l'autorisation de suivre une nouvelle formation en qualité de candidat sous-officier de carrière est retirée de plein droit. Le candidat suit pour ses commissions suivantes le sort des autres candidats de sa nouvelle promotion.

HOOFDSTUK 5. — *Wijziging van de wet van 27 december 1961 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de Krijgsmacht*

Art. 14. Artikel 23, § 1, van de wet van 27 december 1961 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de Krijgsmacht, vervangen bij de wet van 16 maart 2000, wordt vervangen als volgt :

« § 1. De onderofficier kan op elk ogenblik schriftelijk zijn ontslag aanvragen. Dit ontslag heeft pas uitwerking wanneer de Koning of de overheid die Hij aanduidt, het heeft aanvaard.

Het ontslag heeft uitwerking, naargelang het geval :

1° ten laatste drie maanden na de datum van indienen van de aanvraag;

2° indien het dienstbelang het vereist teneinde de operationele capaciteiten van de Krijgsmacht te vrijwaren, op de datum bepaald door de Koning of de overheid die Hij aanduidt, maar ten laatste zes maanden na de datum van indienen van de aanvraag. »

HOOFDSTUK 6. — *Wijziging van de wet van 12 juli 1973 betreffende het statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de Krijgsmacht*

Art. 15. Artikel 17, § 1, van de wet van 12 juli 1973 betreffende het statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de Krijgsmacht, vervangen bij de wet van 16 maart 2000, wordt vervangen als volgt :

« § 1. De vrijwilliger kan op elk ogenblik schriftelijk zijn ontslag aanvragen. Dit ontslag heeft pas uitwerking wanneer de Koning of de overheid die Hij aanduidt, het heeft aanvaard.

Het ontslag heeft uitwerking ten laatste drie maanden na de datum van indienen van de aanvraag. »

HOOFDSTUK 7. — *Wijziging van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de Krijgsmacht*

Art. 16. In artikel 21, § 1, van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de Krijgsmacht, worden de woorden « of van de bepalingen bedoeld in de artikelen 171 tot 176 van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de Krijgsmacht » ingevoegd tussen de woorden « de bepalingen van titel I » en de woorden « is een tuchtrechterlijk vergrijp ».

HOOFDSTUK 8. — *Wijziging van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel*

Art. 17. In artikel 7, § 2, eerste lid, van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van het militair personeel, vervangen bij de wet van 1 mei 2006, worden de woorden « de onderstafchef welzijn » vervangen door de woorden « de autoriteit aangeduid als raadgever inzake het welzijn op het werk binnen het ministerie van Landsverdediging ».

HOOFDSTUK 9. — *Wijziging van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader*

Art. 18. Artikel 2 van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader, gewijzigd bij de wetten van 20 mei 1994 en 27 maart 2003, wordt aangevuld met vier leden, luidende :

« De kandidaat-hulpofficier piloot die definitief mislukt is of die geschrapt is uit een categorie van het varend personeel en de kandidaat-hulpofficier luchtverkeersleider die definitief mislukt is kan, op zijn verzoek, in functie van de kaderbehoeften van de Krijgsmacht en op beslissing van de directeur-generaal human resources, de toestemming bekomen om een nieuwe vorming te volgen in de hoedanigheid van kandidaat-beroepsonderofficier. De overheid neemt zijn beslissing op basis van :

- 1° de reeds gevolgde vormingsgedeelten;
- 2° de medische geschiktheid van de kandidaat;
- 3° de vereiste veiligheidsmactiging.

De aanstelling in de graad van de kandidaat-hulpofficier piloot of de kandidaat-hulpofficier luchtverkeersleider die de toestemming heeft gekregen om een nieuwe vorming te volgen in de hoedanigheid van kandidaat-beroepsonderofficier wordt van rechtswege ingetrokken. De kandidaat volgt voor zijn verdere aanstellingen het lot van de andere kandidaten van zijn nieuwe promotie.

Le candidat sous-officier de carrière peut être dispensé de tout ou partie de la période d'instruction s'il a suivi auparavant avec succès une formation équivalente comme candidat officier auxiliaire pilote ou candidat officier auxiliaire contrôleur de trafic aérien.

Sauf dispositions contraires du présent article, les candidats officiers auxiliaires qui ont obtenu l'autorisation de suivre une nouvelle formation en qualité de sous-officier de carrière sont considérés dans cette qualité comme des candidats visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o. »

CHAPITRE 10. — *Modification de la loi du 16 mars 2000 relative à la démission de certains militaires et à la résiliation de l'engagement ou du rengagement de certains candidats militaires, à la fixation de la période de rendement et à la récupération par l'Etat d'une partie des frais consentis par l'Etat pour la formation et d'une partie des traitements perçus pendant la formation*

Art. 19. A l'article 3 de la loi du 16 mars 2000 relative à la démission de certains militaires et à la résiliation de l'engagement ou du rengagement de certains candidats militaires, à la fixation de la période de rendement et à la récupération par l'Etat d'une partie des frais consentis par l'Etat pour la formation et d'une partie des traitements perçus pendant la formation, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est complété par les 5^o et 6^o rédigés comme suit :

« 5^o s'il est militaire de carrière, militaire de complément ou officier auxiliaire, à partir de la date de fin de toute autre formation, si celle-ci a été suivie aux frais du Ministère de la Défense et si le coût cumulé sur une période de deux ans dépasse le minimum que le Roi fixe, sans que ce dernier puisse être inférieur à 5 000 euros;

6^o s'il est pilote, à partir de la date de fin de toute formation suivie en vue de sa conversion sur un autre type d'aéronef que celui sur lequel il a été initialement formé. »;

2^o le paragraphe 2, modifié par la loi du 16 juillet 2005, est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Pour les formations visées au § 1^{er}, 1^o à 3^o, la période de rendement est égale à une fois et demie la durée de la formation définie dans la présente loi, que le militaire a suivi aux frais du Ministère de la Défense.

Toutefois, pour l'officier de carrière ou de complément ou pour le sous-officier de carrière ou de complément qui a suivi avec succès la formation de pilote, la période de rendement est augmentée de trois ans.

Pour l'officier auxiliaire, la période de rendement est de six ans.

Toutefois, l'officier auxiliaire pilote qui a été dispensé d'une partie de la formation de pilote militaire étant titulaire des qualifications aéronautiques visées à l'article 5, § 2, alinéa 3, de la loi du 11 novembre 2002 relative aux officiers auxiliaires des Forces armées, acquises préalablement à la date de son engagement, a une période de rendement de trois ans.

Toutefois, par formation, les périodes de rendement visées dans ce paragraphe, ne peuvent pas être inférieure à trois ans, ni excéder douze ans. Est assimilée à une formation suivie aux frais du Ministère de la Défense : toute formation pour laquelle le militaire a obtenu des dispenses de service complètes pour la totalité de la formation. »;

3^o il est inséré un paragraphe *2bis*, rédigé comme suit :

« § *2bis*. Pour les formations visées au § 1^{er}, 5^o, la période de rendement est de deux ans.

Pour la formation visée au § 1^{er}, 6^o, la période de rendement est de quatre ans. »

Art. 20. À l'article 4 de la même loi, modifié par la loi du 22 mars 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « avant d'avoir accompli la période de rendement visée à l'article 3 » sont remplacés par les mots « avant la fin de la période de rendement accumulée pour les raisons visées à l'article 3, § 1^{er}, 1^o à 3^o » et les mots « l'article 3, §§ 2 à 6 » sont chaque fois remplacés par les mots « l'article 3, § 2 »;

De kandidaat-beroepsonderofficier kan vrijgesteld worden van het geheel of een gedeelte van de periode van opleiding indien hij voordien met goed gevolg een gelijkwaardige vorming heeft gevolgd als kandidaat-hulpofficier piloot of kandidaat- hulpofficier luchtverkeersleider.

Behoudens tegenstrijdige bepalingen van dit artikel, worden de kandidaten-hulpofficieren die de toestemming hebben gekregen om een nieuwe vorming te volgen in de hoedanigheid van kandidaat-beroepsonderofficier in deze hoedanigheid beschouwd als kandidaten bedoeld in het eerste lid, 1^o. »

HOOFDSTUK 10. — *Wijziging van de wet van 16 maart 2000 betreffende het ontslag van bepaalde militairen en de verbreking van de dienstneming of wederdienstneming van bepaalde kandidaat-militairen, de vaststelling van de rendementsperiode en het terugvorderen van de Staat van een deel van de door de Staat gedragen kosten voor de vorming en van een gedeelte van de tijdens de vorming genoten wedden*

Art. 19. In artikel 3 van de wet van 16 maart 2000 betreffende het ontslag van bepaalde militairen en de verbreking van de dienstneming of wederdienstneming van bepaalde kandidaat-militairen, de vaststelling van de rendementsperiode en het terugvorderen van de Staat van een deel van de door de Staat gedragen kosten voor de vorming en van een gedeelte van de tijdens de vorming genoten wedden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 1 wordt aangevuld met de bepalingen onder 5^o en 6^o, luidende :

« 5^o indien hij beroepsmilitair, aanvullingsmilitair of hulpofficier is, vanaf de einddatum van elke andere vorming, die op kosten van het Ministerie van Landsverdediging werd gevolgd en waarvan de gecumuleerde kostprijs op een periode van twee jaar het minimum bepaald door de Koning overschrijdt, zonder dat dit laatste minder dan 5 000 euro mag bedragen;

6^o indien hij piloot is, vanaf de einddatum van elke vorming gevolgd met het oog op zijn omscholing op een ander type van luchtvaartuig dan dit waarop hij oorspronkelijk werd gevormd. »;

2^o paragraaf 2, gewijzigd bij de wet van 16 juli 2005, wordt vervangen als volgt :

« § 2. Voor de vormeningen bedoeld in § 1, 1^o tot 3^o, is de rendementsperiode gelijk aan anderhalve maal de duur van de vorming bepaald in deze wet, die de militair gevolgd heeft op kosten van het Ministerie van Landsverdediging.

Voor de beroeps- of aanvullingsofficier of voor de beroeps- of aanvullingsonderofficier die met succes de vorming van piloot heeft gevolgd, wordt de rendementsperiode evenwel verhoogd met drie jaar.

Voor de hulpofficier bedraagt de rendementsperiode zes jaar.

De hulpofficier piloot die werd vrijgesteld van een deel van de vorming van militair piloot die titularis is van de luchtvaartkwalificaties bedoeld in artikel 5, § 2, derde lid, van de wet van 11 november 2002 betreffende de hulpofficieren van de Krijgsmacht, verworven voorafgaand aan zijn dienstnemingsdatum, heeft evenwel een rendementsperiode van drie jaar.

De rendementsperiodes bedoeld in deze paragraaf mogen evenwel, per vorming, niet kleiner zijn dan drie jaar, noch twaalf jaar overschrijden. Wordt gelijkgesteld aan een vorming op kosten van het Ministerie van Landsverdediging : elke vorming waarvoor de militair volledige dienstonthefingen voor de ganse duur van de vorming heeft bekomen. »;

3^o een paragraaf *2bis* wordt ingevoegd, luidende :

« § *2bis*. Voor de vormeningen bedoeld in § 1, 5^o, is de rendementsperiode gelijk aan twee jaar.

Voor de vorming bedoeld in § 1, 6^o, is de rendementsperiode gelijk aan vier jaar. »

Art. 20. In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 maart 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid worden de woorden « voor de rendementsperiode waarvan sprake in artikel 3 te hebben volbracht » vervangen door de woorden « voor het einde van de opgebouwde rendementsperiode om de redenen bedoeld in artikel 3, § 1, 1^o tot 3^o » en worden de woorden « artikel 3, §§ 2 tot 6 » telkens vervangen door de woorden « artikel 3, § 2 »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le militaire de carrière ou de complément qui a obtenu sa démission ou qui a été démis d'office, après l'obtention du brevet supérieur de pilote, après avoir suivi une formation de pilote de l'aviation légère ou de pilote du personnel navigant aérien de la marine, ou après avoir suivi une formation visée à l'article 3, § 1^{er}, 6°, est également tenu de rembourser à l'Etat une partie des frais de sa formation, selon les taux et modalités figurant aux tableaux B, C et E de l'annexe à la présente loi. »;

3° l'article 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le militaire de carrière ou de complément qui a obtenu sa démission ou qui a été démis d'office avant la fin de la période de rendement accumulée dans les conditions visées à l'article 3, § 1^{er}, 5°, est également tenu de rembourser une partie du coût visé à la disposition précitée. L'indemnité est dégressive. Elle s'élève à une fraction du coût précité. Le numérateur de cette fraction est constitué de la différence entre les vingt-quatre mois à effectuer pour la période de rendement, fixée à l'article 3, § 2bis, alinéa 1^{er}, et le nombre de mois déjà effectués. Le dénominateur de cette fraction est vingt-quatre mois. »

Art. 21. A l'article 5 de la même loi, modifié par la loi du 22 mars 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « avant d'avoir accompli la période de rendement visée à l'article 3 » sont remplacés par les mots « avant la fin de la période de rendement accumulée pour les raisons visées à l'article 3, § 1^{er}, 4° » et les mots « l'article 3, §§ 2 à 6 » sont chaque fois remplacés par les mots « l'article 3, § 2 »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'officier auxiliaire pilote qui a obtenu la résiliation de son engagement ou dont l'engagement est résilié pour motif disciplinaire, inaptitude morale ou professionnelle, avant la fin de la période de rendement accumulée pour les raisons visées à l'article 3, § 1^{er}, 4°, ou après avoir suivi une formation visée à l'article 3, § 1^{er}, 6°, est également tenu de rembourser à l'Etat une partie des frais de sa formation, selon les taux et modalités figurant aux tableaux B, C, D et E de l'annexe à la présente loi. »;

3° l'article 5 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'officier auxiliaire qui a obtenu la résiliation de son engagement ou dont l'engagement est résilié pour motif disciplinaire, inaptitude morale ou professionnelle avant la fin de la période de rendement accumulée pour les raisons visées à l'article 3, § 1^{er}, 5°, est également tenu de rembourser une partie du coût visé à la disposition précitée. L'indemnité est dégressive. Elle s'élève à une fraction du coût précité. Le numérateur de cette fraction est constitué de la différence entre les vingt-quatre mois à effectuer pour la période de rendement, fixée à l'article 3, § 2bis, alinéa 1^{er}, et le nombre de mois déjà effectués. Le dénominateur de cette fraction est vingt-quatre mois. »

Art. 22. L'article 6 de la même loi, abrogé par la loi du 11 novembre 2002, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 6. Le candidat officier auxiliaire pilote dont l'engagement est résilié, après l'obtention du brevet de pilote, pour toute autre raison que l'inaptitude médicale et qui cesse d'être militaire du cadre actif, est tenu de rembourser une partie des traitements perçus pendant la formation. L'indemnité s'élève à 73 % des traitements nets payés pendant la formation.

Le candidat officier auxiliaire pilote visé à l'alinéa 1^{er} est également tenu de rembourser une partie des traitements perçus pendant la formation, selon les taux et modalités figurant au tableau B de l'annexe à la présente loi.

Les dispositions des alinéas 1^{er} et 2 sont également applicables au candidat militaire qui perd cette qualité et qui a été admis à cette formation après résiliation de son engagement comme candidat officier auxiliaire pilote et auquel les dispositions de l'alinéa 1^{er} étaient applicables à ce moment. »

Art. 23. Dans l'article 19 de la même loi, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Les montants fixés dans la présente loi sont liés à l'indice-pivot 138,01 et au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des services publics fédéraux. »

Art. 24. Dans la même loi, l'annexe, modifiée par les lois des 27 mars 2003 et 16 juillet 2005, est remplacée par l'annexe B jointe à la présente loi.

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De beroeps- of aanvullingsmilitair die zijn ontslag verkrijgt of die van ambtswege wordt ontslagen, na het behalen van het hoger brevet van piloot, na een vorming van piloot van het licht vliegwezen of van piloot van het luchtverand personeel van de marine te hebben gevolgd, of na een vorming bedoeld in artikel 3, § 1, 6°, te hebben gevolgd, is er eveneens toe gehouden om aan de Staat een gedeelte van de kosten van zijn vorming terug te betalen, volgens de bedragen en nadere regels hernomen in de tabellen B, C en E van de bijlage bij deze wet. »;

3° artikel 4 wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De beroeps- of aanvullingsmilitair die zijn ontslag verkrijgt of die van ambtswege wordt ontslagen voor het einde van de opgebouwde rendementsperiode in de voorwaarden bedoeld in artikel 3, § 1, 5°, is er eveneens toe gehouden een gedeelte van de in voornoemde bepaling bedoelde kostprijs terug te betalen. De vergoeding is degressief. Zij bedraagt een breukdeel van de voornoemde kostprijs. De teller van dit breukdeel is het verschil tussen de vierentwintig maanden te presteren voor de rendementsperiode, bepaald in artikel 3, § 2bis, eerste lid, en het aantal reeds gepresteerde maanden. De noemer van dit breukdeel is vierentwintig maanden. »

Art. 21. In artikel 5 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 maart 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « voor de rendementsperiode waarvan sprake in artikel 3 te hebben volbracht » vervangen door de woorden « voor het einde van de opgebouwde rendementsperiode om redenen aangehaald in artikel 3, § 1, 4° » en worden de woorden « artikel 3, §§ 2 tot 6 » telkens vervangen door de woorden « artikel 3, § 2 »;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De hulpofficier piloot die de verbreking van zijn dienstneming verkrijgt of waarvan de dienstneming wordt verbroken om tuchtredenen, morele ongeschiktheid of beroepsonbekwaamheid, voor het einde van de opgebouwde rendementsperiode om redenen aangehaald in artikel 3, § 1, 4°, of na een vorming bedoeld in artikel 3, § 1, 6°, te hebben gevolgd, is er eveneens toe gehouden om aan de Staat een gedeelte van de kosten van zijn vorming terug te betalen, volgens de bedragen en nadere regels hernomen in de tabellen B, C, D en E van de bijlage bij deze wet. »;

3° artikel 5 wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De hulpofficier die de verbreking van de dienstneming verkrijgt of waarvan de dienstneming wordt verbroken om tuchtredenen, morele ongeschiktheid of beroepsonbekwaamheid voor het einde van de opgebouwde rendementsperiode om redenen aangehaald in artikel 3, § 1, 5°, is er eveneens toe gehouden een gedeelte van de in voornoemde bepaling bedoelde kostprijs terug te betalen. De vergoeding is degressief. Zij bedraagt een breukdeel van de voornoemde kostprijs. De teller van dit breukdeel is het verschil tussen de vierentwintig maanden te presteren voor de rendementsperiode, bepaald in artikel 3, § 2bis, eerste lid, en het aantal reeds gepresteerde maanden. De noemer van dit breukdeel is vierentwintig maanden. »

Art. 22. Artikel 6 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 11 november 2002, wordt hersteld als volgt :

« Art. 6. De kandidaat-hulpofficier piloot van wie de dienstneming verbroken wordt, na het behalen van het brevet van piloot, wegens elke andere reden dan wegens medische ongeschiktheid en die ophoudt militair van het actief kader te zijn, is er toe gehouden om een gedeelte van de tijdens de vorming genoten wedden terug te betalen. De vergoeding bedraagt 73 % van de netto uitbetaalde wedden gedurende de vorming.

De kandidaat-hulpofficier piloot, bedoeld in het eerste lid, is er eveneens toe gehouden om een gedeelte van de kosten van zijn vorming terug te betalen, volgens de bedragen en nadere regels hernomen in de tabel B van de bijlage bij deze wet.

De bepalingen van het eerste en het tweede lid zijn eveneens van toepassing op de kandidaat-militair die deze hoedanigheid verliest en die tot deze vorming werd toegelaten, nadat zijn dienstneming als kandidaat-hulpofficier piloot werd verbroken en waarop de bepalingen van het eerste lid op dat ogenblik van toepassing waren. »

Art. 23. In artikel 19 van dezelfde wet wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De bedragen bepaald in deze wet zijn gekoppeld aan het spijndecijfer 138,01 en aan de mobiliteitsregeling toepasselijk op de wedden van het personeel der federale overheidsdiensten. »

Art. 24. In dezelfde wet, wordt de bijlage, gewijzigd bij de wetten van 27 maart 2003 en 16 juli 2005, vervangen door de bijlage B gevoegd bij deze wet.

CHAPITRE 11. — *Modification de la loi du 11 novembre 2002 relative aux officiers auxiliaires des Forces armées*

Art. 25. A l'article 4 de la loi du 11 novembre 2002 relative aux officiers auxiliaires des Forces armées, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, les mots « 5, 5bis, 6, 7 et 9, §§ 1^{er}, 2 et 2bis, les articles 10bis, 11bis et 15 » sont remplacés par les mots « 5, 6, 7 et 9, §§ 1^{er}, 2 et 2bis, les articles 9bis, 10bis, 11bis et 15 »;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 26. L'article 11 de la même loi, modifié par la loi du 16 juillet 2005, est abrogé.

Art. 27. L'article 12 de la même loi est abrogé.

Art. 28. L'article 13 de la même loi, modifié par la loi du 5 mars 2006, est abrogé.

Art. 29. Dans la même loi, l'annexe est abrogée.

Promulguons la présente loi; ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 26 avril 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,

P. DE CREM

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,

S. DE CLERCK

Note

Session 2008 - 2009

Chambre des représentants

Documents parlementaires : Projet de loi n° 1742/1. — Rapport n° 1742/2. — Texte adopté n° 1742/3.

Annales parlementaires : Texte adopté en séance plénière le 5 mars 2009.

Sénat

Documents parlementaires : Projet de loi transmis par la Chambre, n° 1198/1. Non évoqué.

Annexe A à la loi du 26 avril 2009
modifiant diverses lois relatives au statut des militaires

Annexe à la loi du 30 juillet 1938
concernant l'usage des langues à l'armée

NIVEAU DE CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS EXIGE
POUR POUVOIR ENSEIGNER EN ANGLAIS

COMPREHENSION DE LA LANGUE PARLEE

Est capable de comprendre la majorité des conversations formelles et informelles portant sur des questions pratiques, sociales et professionnelles, y compris sur des domaines d'intérêt et de compétence particuliers. Son interaction orale démontre qu'il est en mesure de suivre efficacement une conversation face à face se déroulant à un rythme normal et dans un dialecte courant clair. Démontre une compréhension nette du langage utilisé lors de réunions interactives, de briefings et d'autres formes de longs échanges, même s'ils portent sur des situations et des sujets non familiers. Peut suivre fidèlement les points essentiels de conversations entre des locuteurs natifs cultivés, des exposés sur des sujets généraux et des domaines de compétence particuliers, des conversations téléphoniques sensiblement claires et des couvertures médiatiques. Comprend facilement différentes fonctions du langage, y compris la formulation d'hypothèses, l'appui d'opinions, l'énoncé et la défense de politiques, l'argumentation, la formulation d'objections et diverses formes de développement. Démontre qu'il comprend des concepts abstraits dans la discussion de sujets complexes (pouvant inclure l'économie, la culture, la science, la technologie), y compris son domaine d'activité professionnelle. Comprend des renseignements explicites ou implicites dans un message

HOOFDSTUK 11. — *Wijziging van de wet van 11 november 2002 betreffende de hulpofficieren van de Krijgsmacht*

Art. 25. In artikel 4 van de wet van 11 november 2002 betreffende de hulpofficieren van de Krijgsmacht worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « 5, 5bis, 6, 7 en 9, §§ 1, 2 en 2bis, de artikelen 10bis, 11bis en 15 » vervangen door de woorden « 5, 6, 7 en 9, §§ 1, 2 en 2bis, de artikelen 9bis, 10bis, 11bis en 15 »;

2° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 26. Artikel 11 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 16 juli 2005, wordt opgeheven.

Art. 27. Artikel 12 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 28. Artikel 13 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 maart 2006, wordt opgeheven.

Art. 29. In dezelfde wet wordt de bijlage opgeheven.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 26 april 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

P. DE CREM

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

S. DE CLERCK

Nota

Zitting 2008 - 2009

Kamer van Volksvertegenwoordigers

Parlementaire bescheiden : Wetsontwerp nr. 1742/1. — Verslag nr. 1742/2. — Tekst aangenomen nr. 1742/3.

Parlementaire handelingen : Tekst aangenomen in plenaire vergadering op 5 maart 2009.

Senaat

Parlementaire bescheiden : Wetsontwerp overgezonden door de Kamer, nr. 1198/1. Niet geëvoceerd.

Bijlage A bij de wet van 26 april 2009
tot wijziging van diverse wetten
betreffende het statuut van de militairen

Bijlage bij de wet van 30 juli 1938
betreffende het gebruik der talen bij het leger

HET VEREISTE NIVEAU VAN KENNIS VAN HET ENGELS
OM IN HET ENGELS TE MOGEN ONDERWIJZEN

LUISTERVAARDIGHEID

Is in staat om de meerderheid van de formele en informele gesprekken, slaande op praktische, sociale en professionele zaken, met inbegrip van bijzondere interessepunten en vaardigheden, te begrijpen. Toont via zijn orale interactie aan dat hij in staat is om een gesprek van man tot man, dat gevoerd wordt op een normale snelheid en in een courant en duidelijk dialect, grondig te begrijpen. Toont aan dat hij duidelijk de taal begrijpt die gebruikt wordt op interactieve vergaderingen, briefings en andere vormen van uitgebreide uitwisselingen, zelfs met betrekking tot onvertrouwde onderwerpen of in onvertrouwde situaties. Kan op een grondige manier de essentiële punten volgen in gesprekken tussen opgeleide sprekers in de moedertaal, in lezingen over algemene onderwerpen en over specifieke vakgebieden, in relatief duidelijke telefoongesprekken, en in media uitzendingen. Begrijpt gemakkelijk verschillende functies van de taal, zoals het formuleren van hypothesen, het ondersteunen van een opinie, het poneren en verdedigen van politieke stellingen, het argumenteren, het formuleren van bezwaren, en verschillende types van redeneringen. Toont aan abstracte concepten te begrijpen die gebruikt worden in discussies over complexe onderwerpen (zoals de economie, de cultuur, de wetenschap, de technologie), met inbegrip van zijn/haar vakgebied.

parlé. Peut généralement établir une distinction entre différents niveaux de style et reconnaît souvent l'humour, les notes d'émotion et les subtilités du discours. A rarement besoin de demander qu'on répète, qu'on paraphrase ou qu'on explique. Peut cependant ne pas comprendre des locuteurs natifs s'ils parlent très rapidement ou utilisent du jargon, des régionalismes ou un dialecte.

EXPRESSION ORALE

Est en mesure de participer effectivement à la majorité des conversations formelles et informelles portant sur des questions pratiques, sociales et professionnelles. Peut discuter de domaines d'intérêt et de compétence particuliers avec beaucoup d'aisance. Maîtrise suffisamment la langue pour l'utiliser dans l'accomplissement de ses tâches professionnelles courantes, par exemple pour réfuter des objections, clarifier des points, justifier des décisions, relever des défis, appuyer des opinions et énoncer et défendre des politiques. Peut faire preuve de compétence linguistique lorsqu'il anime des réunions, donne des briefings ou d'autres exposés longs et approfondis et lorsqu'il formule des hypothèses et traite de situations et de sujets non familiers. Peut aisément obtenir des renseignements et une opinion éclairée de locuteurs natifs. Peut communiquer des concepts abstraits au cours de discussions portant sur des sujets complexes (pouvant inclure l'économie, la culture, la science, la technologie), y compris sur son domaine d'activité professionnelle. Tient de longs discours et transmet le message correctement et efficacement. Son utilisation des éléments structuraux est souple et raffinée. S'exprime facilement et de façon appropriée à la situation. Sans chercher ni ses mots ni ses phrases, peut parler la langue clairement et assez naturellement pour développer des concepts librement et faire facilement comprendre ses idées à des locuteurs natifs. Peut ne pas comprendre parfaitement quelques renvois culturels, proverbes et allusions, de même que le sens de certaines nuances et de certains idiomes, mais n'a aucune difficulté à poursuivre la conversation. Sa prononciation peut être de toute évidence étrangère. Peut commettre des erreurs dans l'utilisation de structures rares ou très complexes, caractéristiques d'un style d'expression ampoulé. Cependant, ses erreurs occasionnelles de prononciation, de grammaire ou de vocabulaire ne sont pas suffisamment graves pour déformer le sens des mots et gênent rarement un locuteur natif.

COMPREHENSION DE LA LANGUE ECRITE

Est en mesure de lire et de comprendre presque complètement des documents authentiques traitant de sujets généraux et professionnels, y compris de questions qui ne lui sont pas familières. Démontre une aptitude à apprendre par la lecture. Sa compréhension n'est pas fonction du sujet abordé. Peut lire différents types de documents, notamment des communiqués, des éléments d'information et des éditoriaux parus dans la presse locale s'adressant à un public instruit, des documents de correspondance personnelle et professionnelle, des rapports et des documents traitant de domaines de compétence particuliers. Peut facilement comprendre diverses fonctions du langage comme la formulation d'hypothèses, l'appui d'opinions, l'argumentation, la clarification et diverses formes de développement. Démontre de la compréhension de concepts abstraits dans des textes traitant de sujets complexes (pouvant inclure l'économie, la culture, la science, la technologie), ainsi que de son domaine d'activité professionnelle. Est presque toujours en mesure d'interpréter des documents correctement, d'établir un lien entre les idées et de "lire entre les lignes" ou de comprendre de l'information implicite. Peut généralement faire une distinction entre les différents niveaux de style et reconnaît souvent l'humour, les notes d'émotion et les subtilités du langage écrit. Fait rarement d'erreurs dans l'interprétation de données manuscrites. Peut saisir l'essentiel dans des textes sophistiqués, de très haut niveau, mais peut ne pas être en mesure d'en déceler toutes les nuances. Ne réussit pas toujours à comprendre parfaitement les textes dont la structure est complexe et inhabituelle, qui renferment des idiomes rares ou qui sont rédigés dans une langue exigeant un niveau de connaissances culturelles élevé. Peut lire un peu plus lentement qu'une personne dont c'est la langue maternelle.

EXPRESSION ECRITE

Peut rédiger des pièces de correspondance et des documents formels et informels portant sur des questions pratiques, sociales et professionnelles. Peut rédiger avec beaucoup d'aisance des documents traitant de domaines de compétence particuliers. Peut utiliser le langage écrit pour rédiger une argumentation, une analyse, une hypothèse ou une longue explication, une narration et une description de la longueur d'un essai. Peut transmettre par écrit des concepts abstraits sur des sujets complexes (qui pourraient inclure l'économie, la culture, la science, la technologie), ainsi que son domaine d'activité professionnelle. Ses techniques de structure de longs textes peuvent sembler un peu

Begrijpt zowel expliciete als impliciete informatie in een gesproken tekst. Kan in het algemeen een onderscheid maken tussen verschillende stilistische niveaus en herkent vaak humor, emotionele ondertonen en subtiliteiten in een gesprek. Moet zelden vragen iets te herhalen, te parafraseren of uit te leggen. Het is evenwel mogelijk dat hij/zij sprekers in de moedertaal niet begrijpt als ze heel snel spreken of jargon, streektaal of dialect gebruiken.

SPREEKVAARDIGHEID

Is in staat effectief deel te nemen in de meeste formele en informele gesprekken over praktische, sociale en professionele onderwerpen. Kan met een duidelijk gemak discussiëren over bijzondere interessepunten en vaardigheden. Kan de taal zodanig gebruiken dat hij/zij gebruikelijke professionele taken kan uitvoeren, zoals het antwoorden op bezwaren, het verduidelijken van punten, het motiveren van beslissingen, het beantwoorden van uitdagingen, het ondersteunen van een opinie, het poneren en verdedigen van politieke stellingen. Kan een taalvaardigheid aantonen tijdens het deelnemen aan vergaderingen, het geven van briefings of andere uitgebreide en uitgewerkte monologen, door het formuleren van hypothesen en om te gaan met onvertrouwde onderwerpen en situaties. Is in staat op een betrouwbare manier informatie en duidelijke meningen van sprekers van de moedertaal te verzamelen. Is in staat abstracte concepten mee te delen in gesprekken over onderwerpen als de economie, de cultuur, de wetenschap, de technologie, de filosofie, evenals zijn/haar vakgebied. Is in staat lange toespraken te geven en de boodschap op een correcte en effectieve manier over te brengen. Zijn/haar gebruik van structurele elementen is flexibel en uitvoerig. Is in staat zich vlot uit te drukken en op een manier die aangepast is aan de situatie. Is in staat om, zonder te hoeven zoeken naar woorden of zinnen, de taal duidelijk en relatief natuurlijk te gebruiken om op een vrije manier concepten uit te werken en ideeën gemakkelijk verstaanbaar te maken voor sprekers van de moedertaal. Begrijpt mogelijk niet volledig alle culturele referenties, spreekwoorden, allusies en implicaties van nuances en idiomem, maar is in staat om gemakkelijk het gesprek te hervatten. De uitspraak mag duidelijk vreemd zijn. Fouten mogen voorkomen in lage mate of in heel complexe structuren kenmerkend voor een vormelijke stijl van spreken. De occasionele fouten in uitspraak, grammatica of woordenschat zijn evenwel niet ernstig genoeg om de betekenis te vervormen, en storen zelden de spreker van de moedertaal.

LEESVAARDIGHEID

Is in staat om een variëteit aan authentieke geschreven documenten betreffende algemene en professionele onderwerpen, met inbegrip van onvertrouwde onderwerpen, te lezen en zo goed als volledig te begrijpen. Toont aan over de vaardigheid te beschikken om te leren door te lezen. Zijn/haar begripvaardigheid is niet afhankelijk van het onderwerp. Is in staat verschillende soorten documenten te lezen, met name nieuwsberichten, informatieve en editoriale items in lokale media die bedoeld zijn voor een ongeleid publiek, persoonlijke en professionele briefwisseling, verslagen, en teksten in specifieke domeinen. Is in staat gemakkelijk verschillende functies van de taal te begrijpen, zoals het vormen van hypothesen, het ondersteunen van een opinie, het argumenteren, het verduidelijken, en verschillende vormen van redeneringen. Toont aan abstracte concepten te begrijpen in teksten over complexe onderwerpen (zoals de economie, de cultuur, de wetenschap, de technologie), evenals in zijn/haar vakgebied. Is bijna steeds in staat om correct gegevens te interpreteren, om ideeën met elkaar te verbinden, om "tussen de regels" te lezen of om impliciete informatie te begrijpen. Is in het algemeen in staat om een onderscheid te maken tussen verschillende stilistische niveaus en herkent vaak humor, emotionele ondertonen, en subtiliteiten in geschreven taal. Maakt zelden fouten in het interpreteren van geschreven gegevens. Is in staat het essentiële te vatten in ingewikkelde teksten van hoog niveau, terwijl hij/zij evenwel niet in staat is om alle nuances te vatten. Is niet steeds in staat om teksten, die een ongewone complexe structuur hebben of die zeldzame idiomem bevatten of die een taal bevatten waarvoor een hoog niveau aan culturele kennis vereist is, volledig te begrijpen. De snelheid van lezen mag iets lager liggen dan van een persoon van wie het de moedertaal is.

SCHRIJFVAARDIGHEID

Is in staat om op een effectieve manier formele en informele briefwisseling en documenten te schrijven over praktische, sociale en professionele onderwerpen. Is in staat met gemak te schrijven over specifieke domeinen. Is in staat de geschreven taal te gebruiken voor een argumentatie, een analyse, het vormen van een hypothese, een uitgebreide uitleg, een vertelling en een beschrijving in een essay. Is in staat abstracte concepten over te brengen bij het schrijven over complexe onderwerpen (zoals de economie, de cultuur, de wetenschap, de technologie), evenals over zijn/haar vakgebied. Hoewel de technieken gebruikt om uitgebreide teksten te organiseren voor lezers van de

étrangères des personnes dont c'est la langue maternelle, mais le sens y est. Le lien entre les idées et leur développement est clair, et les points importants se succèdent de façon cohérente, répondant à l'objet du texte. Les transitions sont généralement heureuses. Maîtrise suffisamment bien la structure, le vocabulaire, l'orthographe et ponctuation pour transmettre le message avec exactitude. Fait occasionnellement des erreurs, mais elles ne nuisent en rien à la compréhension du texte et distraient rarement le locuteur natif. Son style de rédaction, même s'il n'est pas toujours celui d'un locuteur natif, est adapté à la situation. Une certaine révision est requise lorsqu'un document doit satisfaire entièrement aux attentes d'un locuteur natif.

Vu pour être annexé à la loi 26 avril 2009 modifiant diverses lois relatives au statut des militaires

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
P. DE CREM

Annexe B à la loi du 26 avril 2009
modifiant diverses lois relatives au statut des militaires

Annexe à la loi du 16 mars 2000 relative à la démission de certains militaires et à la résiliation de l'engagement ou du rengagement de certains candidats militaires, à la fixation de la période de rendement et à la récupération par l'Etat d'une partie des frais consentis par l'Etat pour la formation et d'une partie des traitements perçus pendant la formation

Tableau A

Type de formation Type van de vorming	Durée de la formation Vormingsduur	Durée de la période de rendement Duur van de rendementsperiode
Officiers (*) (**) Officieren (*) (**)		
(1)	5 ans/jaar	7,5 ans/jaar
(2)		10,5 ans/jaar
(3)	5 ans/jaar	7,5 ans/jaar
(4)		10,5 ans/jaar
(5) (***)	4 ans/jaar	6 ans/jaar
(6) (***)	4 ans/jaar	6 ans/jaar
(7) (***)	5 ans/jaar	7,5 ans/jaar
(8) (***)	6 ans/jaar	9 ans/jaar
(9) (***)	7 ans/jaar	10,5 ans/jaar
(10)	-	6 ans/jaar
(11)	-	3 ans/jaar
Sous-officiers (**) Onderofficieren (**)		
(12)	2 ans/jaar	3 ans/jaar
(13)	-	3 ans/jaar
Vrijwilligers Volontaires	-	3 ans/jaar
(14)	Enseignement universitaire ou enseignement supérieur du type long Universitair onderwijs of hoger onderwijs van het lange type	1,5 fois la durée de la formation (***) 1,5 keer de vormingsduur (***)
	Enseignement supérieur du type court Hoger onderwijs van het korte type	

moedertaal nogal vreemd mag lijken voor personen van wie het de moedertaal is, wordt de correcte betekenis overgebracht. De relatie en de ontwikkeling van de ideeën zijn duidelijk, en de belangrijke punten zijn coherent geordend met het oog op de doelstelling van de tekst. De overgangen zijn vloeiend. De beheersing van de structuur, de woordenschat, de spelling en de punctuatie is adequaat om de boodschap accuraat over te brengen. Fouten komen slechts occasioneel voor, verstoren de begrijpbaarheid niet, en storen zelden de lezer van de moedertaal. Zijn/haar redactiestijl is aangepast aan de situatie, hoewel deze niet steeds dezelfde is als van een spreker van de moedertaal. Er is een zekere nalezing vereist als een document volledig moet beantwoorden aan de verwachtingen van een lezer van de moedertaal.

Gezien om te worden gevoegd bij de wet van 26 april 2009 tot wijziging van diverse wetten betreffende het statuut van de militairen.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
P. DE CREM

Bijlage B bij de wet van 26 april 2009
tot wijziging van diverse wetten
betreffende het statuut van de militairen

Bijlage bij de wet van 16 maart 2000 betreffende het ontslag van bepaalde militairen en de verbreking van de dienstneming of wederdienstneming van bepaalde kandidaat-militairen, de vaststelling van de rendementsperiode en het terugvorderen van de Staat van een deel van de door de Staat gedragen kosten voor de vorming en van een gedeelte van de tijdens de vorming genoten wedden

Tabel A

(1) Officiers issus de la faculté des sciences sociales et militaires de l'École royale militaire.

(2) Officiers du personnel navigant breveté de la force aérienne issus de la faculté des sciences sociales et militaires de l'École royale militaire.

(3) Officiers issus de la faculté polytechnique de l'École royale militaire.

(4) Officiers du personnel navigant breveté de la force aérienne issus de la faculté polytechnique de l'École royale militaire.

(5) Officiers issus d'un institut supérieur industriel.

(6) Officiers issus de l'école supérieure de navigation.

(7) Officiers pharmaciens et dentistes.

(8) Officiers vétérinaires.

(9) Officiers médecins.

(10) Officiers auxiliaires (...).

(11) Officiers de complément.

(12) Sous-officiers de carrière du recrutement normal issus d'une école de sous-officiers.

(13) Sous-officiers de complément.

(14) Formation complémentaire comme définie à l'article 3, § 1^{er}, 3^o.

(*) L'officier issu de l'École royale militaire qui suit une formation de pilote de la force aérienne et obtient le brevet supérieur de pilote, voit sa période de rendement augmentée de 3 ans.

(**) L'officier ou le sous-officier qui a suivi avec succès une formation de pilote de l'aviation légère ou de pilote du personnel navigant aérien de la marine, voit sa période de rendement augmentée de 3 ans à l'issue de cette formation.

(***) Pour l'officier issu du recrutement complémentaire, il n'est tenu compte que du nombre d'années réussies en qualité de candidat officier de carrière.

(****) Avec une durée minimale de la période de rendement de 3 ans.

(1) Officieren gesproken uit de faculteit sociale en militaire wetenschappen van de Koninklijke Militaire School.

(2) Officieren van het gebrevetteerd varend personeel van de luchtmacht gesproken uit de faculteit sociale en militaire wetenschappen van de Koninklijke Militaire School.

(3) Officieren gesproken uit de polytechnische faculteit van de Koninklijke Militaire School.

(4) Officieren van het gebrevetteerd varend personeel van de luchtmacht gesproken uit de polytechnische faculteit van de Koninklijke Militaire School.

(5) Officieren gesproken uit een hoger industrieel instituut.

(6) Officieren gesproken uit de hogere zeevaartschool.

(7) Officieren-apothekers en -tandartsen.

(8) Officieren-dierenartsen.

(9) Officieren-geneesheren.

(10) Hulpofficieren (...).

(11) Aanvullingsofficieren.

(12) Beroepsonderofficieren van de normale werving gesproken uit een school voor onderofficieren.

(13) Aanvullingsonderofficieren.

(14) Aanvullende vorming zoals bepaald in artikel 3, § 1, 3^o.

(*) De officier gesproken uit de Koninklijke Militaire School die een vorming van piloot bij de luchtmacht volgt en het hoger brevet van piloot behaalt, ziet zijn rendementsperiode verhoogd met 3 jaar.

(**) De officier of onderofficier die met succes een vorming van piloot van het licht vliegwezen of van piloot van het luchtvaardend personeel van de marine heeft gevolgd, ziet zijn rendementsperiode verhoogd met 3 jaar aan het einde van deze vorming.

(***) Voor de officier afkomstig uit de aanvullende werving wordt enkel rekening gehouden met het aantal geslaagde jaren in de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier.

(****) Met een minimum duur van de rendementsperiode van 3 jaar.

Tableau B		Tabel B
<u>Titulaire du brevet supérieur de pilote</u> Dès l'obtention du brevet, départ au cours de la		Montant à rembourser
<u>Houder van het hoger brevet van piloot</u> Vanaf het bekomen van het brevet, vertrek gedurende het		Terug te betalen bedrag
1 ^{ère} année/1 ^{ste} jaar		148.736,11 EUR
2 ^e année/2 ^{de} jaar		148.736,11 EUR
3 ^e année/3 ^{de} jaar		111.552,09 EUR
4 ^e année/4 ^{de} jaar		89.241,67 EUR
5 ^e année/5 ^{de} jaar		44.620,83 EUR
6 ^e année/6 ^{de} jaar		29.747,22 EUR

Tableau C		Tabel C
<u>Réussi une formation de pilote de l'aviation légère ou de pilote du personnel navigant aérien de la marine</u> Durant la période de rendement, départ au cours de la		Montant à rembourser
<u>Met succes een vorming van piloot van het licht vliegwezen of van piloot van het luchtvaardend personeel van de marine beëindigd</u> Tijdens de rendementsperiode, vertrek gedurende het		Terug te betalen bedrag
1 ^{ère} année/1 ^{ste} jaar		30.986,69 EUR
2 ^e année/2 ^{de} jaar		27.888,02 EUR
3 ^e année/3 ^{de} jaar		24.789,35 EUR
4 ^e année/4 ^{de} jaar		21.690,68 EUR
5 ^e année/5 ^{de} jaar		18.592,01 EUR
6 ^e année/6 ^{de} jaar		9.296,01 EUR

Tableau D		Tabel D	
<u>A partir de la fin de la formation de pilote, départ au cours de la</u>	Officier auxiliaire du corps du personnel navigant qui est titulaire des qualifications aéronautiques visées à l'article 3, § 2, alinéa 4	Officier auxiliaire du corps de l'aviation légère qui est titulaire des qualifications aéronautiques visées à l'article 3, § 2, alinéa 4	
<u>Vanaf het einde van de vorming van piloot, vertrek gedurende het</u>	Hulppofficier van het korps van het varend personeel die titularis is van de luchtvaartkwalificaties bedoeld in artikel 3, § 2, vierde lid	Hulppofficier van het korps van het licht vliegwezen die titularis is van de luchtvaartkwalificaties bedoeld in artikel 3, § 2, vierde lid	
1 ^{ère} année/1ste jaar	148.736,11 EUR	24.789,35 EUR	
2 ^e année/2de jaar	111.552,09 EUR	21.690,68 EUR	
3 ^e année/3de jaar	89.241,67 EUR	18.592,01 EUR	

Tableau E

Tableau E1 Pilote qui a suivi une formation « Multi Engine IFR » aux frais de la Défense et qui obtient une qualification de pilote sur un autre aéronef du type de transport que celui sur lequel il a été initialement formé

Tabel E

Tabel E1: Piloot die een vorming « Multi Engine IFR » op kosten van Defensie heeft gevolgd en die een kwalificatie van piloot bekommt op een ander luchtvaartuig van het type transport dan dit waarop hij oorspronkelijk werd gevormd

Montant à rembourser durant la période de rendement visée à l'article 3, § 2bis, alinéa 2, en cas de départ anticipé au cours de	Terug te betalen bedrag gedurende de rendementsperiode bedoeld in artikel 3, § 2bis, tweede lid, in geval van vertrek gedurende het
1 ^{ère} année/1ste jaar	203.373 EUR
2 ^e année/2de jaar	152.529 EUR
3 ^e année/3de jaar	101.686 EUR
4 ^e année/4de jaar	50.843 EUR

Tableau E2 Pilote qui a suivi une formation « Multi Engine IFR » à ses frais et qui obtient une qualification de pilote sur un autre aéronef du type de transport que celui sur lequel il a été initialement formé

Tabel E2: Piloot die een vorming « Multi Engine IFR » op zijn eigen kosten heeft gevolgd en die een kwalificatie van piloot bekommt op een ander luchtvaartuig van het type transport dan dit waarop hij oorspronkelijk werd gevormd

Montant à rembourser durant la période de rendement visée à l'article 3, § 2bis, alinéa 2, en cas de départ anticipé au cours de	Terug te betalen bedrag gedurende de rendementsperiode bedoeld in artikel 3, § 2bis, tweede lid, in geval van vertrek gedurende het
1 ^{ère} année/1ste jaar	91.272 EUR
2 ^e année/2de jaar	68.454 EUR
3 ^e année/3de jaar	45.636 EUR
4 ^e année/4de jaar	22.813 EUR

Tableau E3 Pilote qualifié sur un aéronef du type de transport qui obtient une qualification de pilote sur un autre aéronef du même type

Tabel E3: Piloot gekwalificeerd op een luchtvaartuig van het type transport die een kwalificatie van piloot bekommt op een ander luchtvaartuig van hetzelfde type

Montant à rembourser durant la période de rendement visée à l'article 3, § 2bis, alinéa 2, en cas de départ anticipé au cours de	Terug te betalen bedrag gedurende de rendementsperiode bedoeld in artikel 3, § 2bis, tweede lid, in geval van vertrek gedurende het
1 ^{ère} année/1ste jaar	50.040 EUR
2 ^e année/2de jaar	37.530 EUR
3 ^e année/3de jaar	25.020 EUR
4 ^e année/4de jaar	12.510 EUR

Vu pour être annexé à la loi 26 avril 2009 modifiant diverses lois relatives au statut des militaires.

Gezien om te worden gevoegd bij de wet van 26 april 2009 tot wijziging van diverse wetten betreffende het statuut van de militairen.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
P. DE CREM

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
P. DE CREM